

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 185.454 du 23 juillet 2008

A. 164.934/XI-16.133

En cause : **DEMANET** Edith,
ayant élu domicile chez
Me P. CAVENAILE, avocat,
place du Haut Pré 10
4000 Liège,

contre :

la Ville de Liège,
ayant élu domicile chez
Mes D. WAGNER & L. RASE, avocats,
Quai de Rome 2
4000 Liège.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 août 2005 par Edith DEMANET, qui demande l'annulation de “la décision de refus prise à une date indéterminée par le jury d’examens de la Haute Ecole de la Ville de Liège de JONFOSSE pour la première session de juin de l’année académique 2004-2005, ainsi éventuellement que de la décision prise par le jury restreint datée du 28 juin 2005 portant confirmation de cette décision de refus”;

Vu l'arrêt n° 152.495 du 9 décembre 2005 rejetant la demande de suspension de l'exécution de ces décisions;

Vu la notification de l'arrêt aux parties;

Vu la note de M. HENSENNE, premier auditeur au Conseil d'Etat, par laquelle il est demandé que soit mise en oeuvre la procédure organisée par l'article 15^{ter} de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu le courrier adressé le 20 février 2006 par le greffe du Conseil d'Etat à la partie requérante l'informant qu'il lui est loisible de demander à être entendue dans les quinze jours;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'elle n'a pas non plus demandé à être entendue; que, conformément à l'article 17, § 4^{ter}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de décréter le désistement d'instance,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement d'instance est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois juillet deux mille huit par :

M. MESSINNE,	président de chambre,
M. DUPONT,	greffier assumé.

Le Greffier assumé,	Le Président,
---------------------	---------------

X. DUPONT.

J. MESSINNE.